

# Précieux patrimoine

Le Luxembourg conserve les archives de l'Union de l'Europe occidentale

LUXEMBOURG  
GUSTY GRAAS

Ce fut en mai 2011 que le Conseil permanent de l'UEO accueillit favorablement la proposition du Gouvernement luxembourgeois d'héberger dans les locaux des Archives nationales les archives de l'Union de l'Europe occidentale. L'exploitation scientifique de ce précieux patrimoine a été confiée au Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE), qui a d'ailleurs publié en décembre 2009 un corpus de recherche consacré à l'UEO. Récemment Josée Kirps, Directrice des Archives nationales, et Marianne Backes, Directrice du CVCE, avaient invité à une découverte de ces archives reflétant un aspect important de l'histoire de l'unification européenne.

L'Union de l'Europe occidentale est la suite du Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé et complété par un protocole signé à Paris le 23 octobre 1954 par la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la France, la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Trois objectifs principaux furent énoncés dans le traité modifié de Bruxelles: constituer une base solide pour la reconstruction de l'économie européenne, se prêter mutuellement assistance pour faire obstacle à toute politique d'agression et promouvoir l'unité et encourager l'intégration progressive de l'Europe. Grâce à l'engagement de l'UEO la République fédérale de l'Allemagne avait pu être intégrée dans l'OTAN et le problème de la Sarre résolu.

## Des missions non négligeables

Le début des années 80 vit la relance du débat sur la sécurité européenne et en 1984 une harmonisation progressive de la politique de défense fut ancrée dans la «Déclaration de Rome».

L'UEO fut revitalisée. En 1988, le président français François Mitterrand qualifia l'UEO comme «un forum utile dans lequel on se rencontre, on se concerta, mais on ne décide pas» («Le Monde» 16 novembre 1988).

En 1987 et 1988, l'UEO s'offusquait contre le minage du golfe Persique provoqué par la guerre entre l'Iran et l'Irak et menaçant la liberté de navigation (opération Cleansweep). Le 27 mars 1990, l'Espagne et le Portugal joignirent l'organisation. Durant la Deuxième Guerre du Golfe en 1990/91, les ministres des pays de l'UEO déci-



Pour le politologue André Dumoulin, l'UEO fut le moteur de la politique européenne de la défense facilitant également l'avènement de l'Union européenne

Photo: Fabrizio Pizzolante

dèrent de nouveau de coordonner leurs opérations. L'UEO intervenait également dans le conflit de la Yougoslavie (1992-1996). Des missions spéciales lui étaient confiées au Kosovo (surveillance générale) et en Croatie (démontage).

En 1995 la Grèce devint le 10e membre de l'UEO. À part des États membres, l'organisation connut encore des membres associés et partenaires ainsi que des observateurs. Dès avril 1999 l'organisation s'était engagée au niveau de la crise des réfugiés au Kosovo en soutenant la police albanaise dans ses responsabilités d'accueil et d'accompagnement des réfugiés. Mais à partir de l'an 2000, l'existence de l'UEO fut de plus en plus mise en doute. Des accords conclus avec d'autres organisations avaient été repris par l'Union européenne. Finalement, l'UEO fut dissoute le 30 juin 2011.

## Maints Luxembourgeois ont joué un rôle important au sein de l'organisation

Durant son existence, maints Luxembourgeois ont joué un rôle important au sein de l'UEO. Citons à titre d'exemple Georges Heisbourg, qui avait succédé au Belge Maurice d'Iweins Eeckhoutte comme secrétaire général le 1er septembre 1971. Il resta en fonction

jusqu'au 30 septembre 1974. En outre, Charles Goerens (DP) avait présidé l'UEO entre 1987 et 1990 tandis que Marcel Glesener (CSV) occupait ce poste par intérim entre 2003-2004. Dans le cadre de la cérémonie pré-mentionnée André Dumoulin, attaché à l'École royale militaire de Bruxelles et chargé de cours à l'Université de Liège, avait donné une conférence intitulée: «Union de l'Europe occidentale: Témoin, symbole et victime d'une Europe de la sécurité-défense en gestation.» Pour le conférencier, l'UEO fut le moteur de la politique européenne de défense facilitant également l'avènement de l'Union Européenne. Dans les années 1990, on assistait à une «Otanisation» de l'UEO qui après la Guerre froide devint l'interface entre l'Union européenne et l'OTAN ainsi que le symbole de l'identité européenne de sécurité et de défense (IESD). Toutefois, au fil des années suivantes, l'UEO avait été délaissée au profit de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Selon Dumoulin, cette organisation, un laboratoire de coopération en matière de défense, a rempli son rôle historique. Mais elle reste un sujet d'études et d'analyses. «Des recherches en archives pourraient apporter des connaissances supplémentaires», conclut le politologue de défense. ●